

interprétée, et je soutiens maintenant qu'on ne saurait taxer le premier ministre ou le Gouvernement d'illogisme s'il affirme, à son gré, que non veut dire non ou que oui veut dire non. La situation ne saurait s'interpréter autrement.

Mais je n'en suis pas moins inquiet, monsieur l'Orateur. Je suis inquiet. La question suivante m'inquiète: le public est-il obligé d'accepter pour lui-même l'interprétation que le Gouvernement a donné de la question à laquelle il a été invité de répondre? Lorsqu'il s'agit de voter, les électeurs ne sont pas des fonctionnaires auxquels le Gouvernement peut donner ses instructions; ils sont ses maîtres, et aucunement ses serviteurs: je le répète, ils sont les maîtres. Ils ne sont aucunement restreints dans l'expression de leur opinion à quelque formule étroite imprimée dans un bill. Ils sont libres d'exprimer l'opinion de leur choix par le moyen qui leur plaît, et ils peuvent également faire connaître d'avance le sens qu'ils entendent donner à leur vote. Ceci se produisit dans ma circonscription, et le sens qu'on a attaché à une réponse affirmative n'était pas celui que lui a donné le premier ministre. C'est par centaines qu'on est venu me dire, qu'on m'a fait savoir par tous les moyens dont on disposait que si l'on votait affirmativement c'est qu'on préférerait le régime du service sélectif obligatoire à celui du volontariat. On a répondu par l'affirmative parce qu'on voulait la conscription.

Je ne parle qu'à titre personnel, qu'à titre de représentant de Trinity. Je ne prétends pas me faire l'interprète d'autres honorables députés ou d'autres circonscriptions. Je connais mes commettants tout autant que les autres honorables députés connaissent les leurs et je dis que les habitants de ma circonscription n'ont pas vu dans leur vote la seule libération du Gouvernement d'une entrave qu'il s'était posée à lui-même. Je m'empresse cependant d'ajouter que cet aspect n'a pas été étranger à leur décision.

On a prétendu que le Gouvernement voulait être libéré de ses engagements afin de pouvoir mieux expliquer à la population américaine pourquoi la conscription est en vigueur chez nos voisins tandis qu'elle ne l'est pas chez nous. L'importance de nos relations avec les Etats-Unis n'échappe à aucun citoyen éclairé, mais ce n'est pas pour donner plus de brio à un discours ou plus de piquant à un argument que les électeurs de Trinity se sont rendus par milliers aux salles de votation. Dans ma seule circonscription 26,295 électeurs se sont rendus aux polls et dans une proportion de neuf sur dix ont voté pour l'affirmative.

M. FLEMING: Et vous?

[M. Roebuck.]

M. ROEBUCK: J'ai fait comme eux. Pourquoi les gens de ma circonscription se sont-ils rendus aux urnes en aussi grand nombre? À mon avis, c'est uniquement afin de décider si le Canada devait, ou non, avoir la conscription. Peut-être, en raison de la forme de la question posée sur le bulletin, était-ce très illogique de leur part. Mais les électeurs ne sont pas les auteurs de cette structure verbale; on la leur a soumise, et ils n'avaient qu'à l'accepter et à utiliser le mieux possible en formulant leur intention. Etant donné les discours prononcés par les parlementaires de toute couleur, ils ont peut-être fait preuve d'entêtement, mais à mon sens, c'est bien là ce qu'ils ont fait. Et ce sont eux les maîtres. J'estime et j'ai l'absolue certitude que s'ils se sont rendus aux urnes, c'est pour décider la question de la conscription.

M. FLEMING: L'honorable député leur a-t-il dit comment voter?

M. ROEBUCK: Oui, je leur ai demandé d'aller voter et ils y sont allés en grand nombre. Je ne dis pas qu'ils ont agi sagement ou imprudemment, qu'ils ont bien fait ou mal fait, et je ne défends pas ma propre attitude, je dis simplement ce qu'ils ont fait.

J'espère que la Chambre me permettra maintenant d'exposer le cas et qu'elle voudra bien me suivre quelques instants dans l'exposé que je vais faire de la situation telle qu'elle se présente dans ma circonscription. Celle-ci se compose de foyers, de milliers de foyers. Les hommes et les femmes que je représente sont des gens attachés à leur foyer. Ils aiment leurs familles. Il n'y en a pas pour aimer plus leurs enfants que les gens de ma circonscription. Et pourtant, des jeunes gens et des jeunes filles se sont rendus aux urnes pour dire ceci: prenez mes frères et mon père; des pères et des mères de familles sont allés aux urnes déclarer: prenez nos fils. Ils ont la guerre en horreur et n'aiment pas la contrainte, mais ils ont tous dit: prenez-nous, sauvez le Canada, écrasez Hitler. Ils ont dit cela le deuil dans l'âme, avec un morne sérieux, sans esprit de bravade. Ce sont des Canadiens qui faisaient leur devoir.

M. l'ORATEUR: Je dois informer l'honorable député que son temps de parole est épuisé.

M. ROEBUCK: Sans l'indulgence de la Chambre, je dois m'incliner devant votre décision.

M. l'ORATEUR: Il y a de l'opposition.

M. T. L. CHURCH (Broadview): La motion propose la deuxième lecture du bill n° 80, bill qui a coûté fort cher aux contribuables du pays. C'est un assez maigre bill, si l'on